

## GESTION DES ESPACES

Les interrogations sur les évolutions économiques mondiales ou nationales en 2008, exprimées dans ce Barographe, rejoignent les questions de développement de notre territoire. En résonance avec des propos déjà tenus dans les numéros antérieurs du Barographe, les enjeux sont une fois encore posés sur le maintien d'une économie productive face au développement d'une économie résidentielle en milieu littoral. Quant au choix des activités économiques productives, il est grandement facilité par l'héritage maritime. Le schéma de cohérence territoriale fait partie des outils de planification qui, par l'application de politiques d'économie de l'espace, de type d'habitat, de déplacement, de politique foncière, permet de tracer une trame prospective de développement du territoire qui intègre le traditionnel et anticipe sur des activités émergentes. La hausse des coûts de l'énergie profile une rupture majeure dans les comportements en modifiant les choix d'habitat ou d'implantation d'entreprises, en modifiant les priorités sur les infrastructures et la gestion des espaces. Parallèlement, la hausse des produits alimentaires repositionne les activités de nécessité et

donc l'importance du maintien de surfaces agricoles. L'anticipation pertinente de ces phénomènes montre bien la place que tient l'aménagement dans le développement du territoire.



Dans le prochain n°,  
la thématique abordée sera :  
**LE DÉVELOPPEMENT DURABLE  
AU PAYS DE LORIENT**

**AUDÉLOR**AGENCE D'URBANISME  
ET DE DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE  
DU PAYS DE LORIENT**Observatoire territorial**Dispositif d'observation  
et d'animation  
pour le  
développement local

# Retour aux fondamentaux ?

## VOILES, RAMES, PENONS, PAINS DE GLACE ?

Moteurs, GPS, radars, ordinateurs, guindeaux, et autres appareils électroniques ou électriques, nos bateaux, à l'image de nos maisons, consomment de plus en plus d'énergie. Sur un bateau, face à l'augmentation du carburant, il serait possible de faire un retour à des fondamentaux maritimes : rames et voiles à la place du moteur, pénons ou autres rubans pour connaître la direction du vent, compas de relèvement, règle Cras et carte marine pour la navigation, pain de glace pour le froid... Mais l'électronique consomme si peu, pourquoi se priver d'une telle technologie ? Et le gain de productivité sans parler du confort est tel que se passer de ces apanages modernes est une véritable régression.

À quel moment le choix se posera-t-il en termes plus dramatiques : «nourrir» son bateau, «nourrir» sa voiture ou sa maison, OU NOURRIR SA FAMILLE ? Propos exagérés ... ? Des ménages opèrent déjà ce type d'arbitrage entre plein d'essence et alimentation..

## Les prévisions de croissance pour 2008 ont été révisées à la baisse (1)

Les différentes sources ne sont pas toutes parfaitement convergentes. Les prévisions internationales situent la croissance du PIB français à 1,8% voire un peu moins. Les prévisions françaises se veulent un peu plus optimistes autour de 2%. Mais plus on avance dans l'année, plus les ajustements situent la croissance française en-dessous de la barre des 2%. (2).

## ...parce que des facteurs macro-économiques et micro économiques influent négativement...

La hausse des matières premières (3) a des conséquences à toutes les échelles de la planète sur la consommation des ménages, sur les marges des entreprises, sur les balances du commerce extérieur (4). Compte tenu de l'importance de la consommation des ménages dans la croissance des pays développés (5), les effets strictement économiques sont plus marqués aux USA, en Europe, en France que dans les pays émergents. En revanche, pour les pays développés, les conséquences se traduisent majoritairement par une restriction du train de vie; pour les pays émergents, l'enjeu est la famine (6). En France, la hausse des matières premières, des produits alimentaires, du carburant survient en même temps que l'annonce «des caisses vides» suscitant une inquiétude supplémentaire : aux fins de mois difficiles s'ajoute une peur pour l'avenir. Le résultat impacte directement l'économie : baisse de moral (7) et de confiance, baisse de consommation, et donc baisse de PIB .

## ...au pays de Lorient, les perspectives sont décalées...

L'économie locale repose sur des moteurs «productifs» : pêche-agriculture, industrie, et services adossés à cette production (voir Barographe no. 9, les trois sphères de l'économie lorientaise). Ce système local est moins exposé en comparaison du niveau national où la déindustrialisation est plus forte, la France étant plus désindustrialisée que ses voisins :

Contribution industrielle au PIB :  
France 21%  
Allemagne : 29%  
Grande Bretagne : 24%.

Quand on sait qu'un emploi industriel engendre un emploi chez les fournisseurs directs puis ces 2 emplois créent à leur tour 4 emplois dans l'économie tertiaire résidentielle,

on mesure l'effet de levier de l'économie de production. Sur le territoire, cela se traduit en 2007 par un bilan positif. En 2008, les perspectives sont bonnes dans l'industrie, notamment dans la construction-réparation navale, dans le

## HAUSSE DES MATIÈRES PREMIÈRES, PÉNURIES OU SPÉCULATION ?

D'où proviennent ces hausses ? Pour les matières agricoles, il y a conjugaison de plusieurs facteurs :

- Une croissance démographique mondiale accompagnée d'une élévation de niveau de vie due à l'essor économique : les mangeurs de viande sont plus nombreux. Or, pour produire un kg de viande, il faut entre 3 et 10 kgs de céréales (Le Monde – 7/11/2007). La demande mondiale a ainsi considérablement augmenté.
- Un changement d'habitudes alimentaires planétaire
- L'essor des bio-carburants qui pose le problème de l'autonomie alimentaire.
- Les aléas climatiques par définition incontrôlables.

Les conséquences du phénomène peuvent néanmoins surprendre. L'impact du coût des matières agricoles (blé, maïs, soja...) est très fort pour les éleveurs, la moitié du prix de revient total pour la viande et les produits laitiers provient du fourrage. Mais l'impact est bien moindre pour le prix de la baguette, le poste de la farine n'entrant que pour 5% dans le prix de revient.

### Quels remèdes ?

Les marchés de matières premières sont régulés en termes de production depuis très longtemps. Un exemple concret, la mesure très rapidement prise en France d'autoriser la culture de jachères pour augmenter la capacité de production donc l'offre. Il est possible de réguler l'offre et la demande. Mais le problème est ailleurs, il est plus difficile de réguler la spéculation\* de la même façon qu'il est difficile de peser sur la logique financière mondialisée.

(\*) : Depuis l'été 2007, la spéculation s'est reportée sur les matières premières, en particulier avec le ralentissement de l'immobilier.

nautisme, dans les IAA. Un danger à moyen terme menace en revanche car les métiers industriels attirent de moins en moins les jeunes . Tout le secteur pourrait ainsi subir des difficultés de recrutement telles que des délocalisations seraient faites faute de main d'oeuvre locale... La pêche, surtout la pêche au chalut, subit de plein fouet la hausse des carburants ; l'agriculture notamment dans sa composante élevage est très touchée également par la hausse des céréales (1 kg de viande porc = 4 kgs de céréales). Or, ces deux secteurs contribuent significativement à la richesse locale et à l'emploi indirect et induit par ses filières, «produits de la mer» et «viande». Des signaux précis indiquent un ralentissement dans le bâtiment (8) : baisse des mises en chantiers, des transactions immobilières, des demandes de crédits. Par rapport à 2007, les professionnels parlent d'un

aterrissage en douceur. Sur le champ de la santé et de l'action sociale, secteur localement le plus important en termes d'emploi, la diminution des contrats aidés a des conséquences sur le recrutement. Dans la sphère résidentielle, commerce et services aux particuliers notamment, l'année 2007 a été excellente. Pour 2008, deux facteurs pourraient ralentir la dynamique :

- le pouvoir d'achat des ménages qui subit une hausse des prix conjuguée à l'inflation (9) et à une très faible augmentation de revenus (10),

- une rupture de la confiance des ménages. Sur ce deuxième facteur, on peut faire l'hypothèse que le commerce local très dynamique ces dernières années a été irrigué par un optimisme lui-même alimenté par le boum foncier et immobilier. Les ménages ont en effet vu leur patrimoine prendre rapidement de la valeur et/ou ont pu améliorer leurs revenus par des placements dans l'immobilier.

### **...et si des menaces apparaissent, beaucoup comportent des solutions...**

Dans les transports, la hausse des carburants n'est plus une menace conjoncturelle. Elle est maintenant considérée comme structurelle : une variable à intégrer dans la stratégie de développement comme une autre grande menace devenue aussi variable : la concurrence des pays européens émergents. Ce secteur a su réagir en se repositionnant sur des marchés plus calés sur la proximité et en développant des prestations élargies à la logistique. Cette proactivité est exemplaire. Chez des voisins proches, à Bilbao, une politique volontariste a redynamisé l'industrie locale en profitant des besoins mondiaux en mécanique et en sidérurgie. Globalement, les menaces pour le Pays de Lorient sont décalées du fait de la nature des composantes de l'économie locale. Le territoire dispose donc d'un peu de temps pour se configurer face aux mutations macro et micro-économiques.

### **...2008 se profile comme une année charnière au plan local comme au plan global...**

La mondialisation avait donné l'habitude du «bon marché». La montée des prix des facteurs fondamentaux : métaux, matières premières agricoles, carburant est peut-être indicative de la fin de ce cycle du «pas cher»! Si dans l'immédiat, les conséquences sont brutales, sur le moyen terme, certains effets pourraient être positifs :

- rétablissement de la juste place des producteurs dans le système. Aujourd'hui, la mondialisation a conduit à une logique financière décalée de la logique de production. Les profits immédiats ont été privilégiés à des investissements dans les appareils de production, le facteur capital humain dévalorisé. Demain, le retour aux besoins fondamentaux : sécurité et autonomie alimentaire, autonomie énergétique pourrait assainir les logiques en rémunérant à son juste prix la main d'oeuvre, la production, la créativité, l'innovation...

- Retour à des consommations plus raisonnées aussi bien de la part des ménages que des entreprises. Le «pas cher» dans les postes de consommation-clés a entraîné des habitudes parfois sujettes à interrogation comme par exemple la réduction du poste alimentation au profit d'autres dépenses gourmandes en énergie mais discutables en termes de valeur nutritionnelle ! (11). Les ménages ne sont pas seuls dans ce cas. Les entreprises ont également exploité le pas cher notamment dans la gestion des productions du juste à temps. Il ne coûte «rien» de transporter de la marchandise aujourd'hui parce que le poste énergie n'est pas si significatif et que les coûts de l'entretien des infrastructures ou des impacts sur l'environnement ne sont pas intégrés

(Voir le rapport du Conseil d'Analyse Économique «infrastructures de transports, mobilité et croissance» août 2007).

- Prise en compte de la réalité des menaces sur l'environnement. La hausse des matières premières n'est pas seulement due aux dérèglements climatiques mais par contre, elle s'explique beaucoup par la pratique de «prélever» sur la planète comme si les ressources étaient sans limite et comme si la planète pouvait encaisser éternellement. Les réactions de la planète (dérèglements, pollutions, appauvrissement de la terre, pénuries...) commencent à se voir dans les assiettes et dans les ateliers impactant notre quotidien, nos loisirs, nos marges de manoeuvre.

- Recherche d'alternatives. Pour l'énergie, on voit déjà émerger des alternatives au pétrole témoignant de la capacité des humains à réagir. Aux USA(12) la production agricole s'est rapidement orientée vers cette nouvelle voie génératrice de meilleurs revenus mais... au risque de compromettre la sécurité alimentaire. En Europe et en France, nous sommes moins réactifs, et en l'occurrence, cela est peut-être une chance car l'éthanol n'est pas très digeste.

#### **FACTEURS A SURVEILLER**

À l'échelle macro, le coût des matières premières avec les conséquences sur les ménages et les entreprises sont en ligne de mire. L'effet boule de neige de la crise bancaire américaine reste préoccupant. S'y ajoutent les conséquences des mesures réglementaires (droit du travail, réforme de la retraite, mesures du Grenelle de l'environnement) sur le quotidien des français. Plus localement, le dynamisme du commerce sera indicatif du comportement de consommation des ménages. À moyen terme, l'équilibre entre économie de production, économie résidentielle et publique demeure l'enjeu majeur à surveiller.

## **CRISE FINANCIÈRE**

### **Acte 1 : les subprimes**

Des petits malins ont voulu profiter du boum immobilier aux USA conjugué au système de l'endettement américain pour proposer des prêts immobiliers à des personnes peu ou non solvables rêvant d'être propriétaires de leur logement ou à des spéculateurs. Principe : Prêt à taux variable - Quand le taux augmente trop, l'emprunteur vend le bien qui a considérablement augmenté permettant de rembourser son prêt, empocher une plus value en ayant profité d'un logement gratuit pendant un certain temps. Problème : Le marché de l'immobilier américain a entamé une chute. Par conséquent, la vente du bien ne solde pas le crédit d'où endettement de l'emprunteur et par multiplication des défaillances, impact sur les organismes financiers. Évidemment le cauchemar est encore plus dur pour l'emprunteur-rêveur que pour le spéculateur.

### **Acte 2 : faillite d'organismes bancaires principalement américains et crise financière mondiale**

Pour l'Europe, le risque de faillite serait plus limité mais avec la «titrisation» (qui permet aux banques d'accorder des prêts sans adossement à leurs fonds propres avec refinancements successifs de moins en moins traçables), la contamination est exponentielle. La peur des banques est bien réelle et induit au minimum des comportements de frilosité.

### **Acte 3 : crise économique.**

Peur ou incapacité des banques à financer = gel de l'économie par manque de financement des acteurs : entreprises et ménages.

L'acte 3 peut être évité. Les banques centrales injectent de l'argent pour que les banques reconstruisent leurs fonds propres et continuent à accorder des financements. En parallèle, on cherche à assainir les pratiques financières...

## LE SCOT : UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) vient d'être approuvé par 24 communes du Pays de Lorient. Ce document de référence trace les grandes lignes du développement du territoire à l'horizon 2020.

### LE SCoT, UN DOCUMENT D'ORIENTATIONS GÉNÉRALES POUR LE PAYS.

Le SCoT, cadre de référence des politiques menées sur le territoire dans les domaines de l'habitat, des déplacements, des équipements commerciaux, de l'environnement et de l'organisation de l'espace, intègre un grand nombre de lois existantes : loi Littoral, lois sur le bruit, l'eau et l'air, loi sur les déchets, loi sur les entrées de ville...

### 3 AXES : EAU - QUALITÉ DE VIE ET ESSOR ÉCONOMIQUE - URBANISATION ÉQUILBRÉE

Après un long travail de diagnostic des forces et des faiblesses du Pays de Lorient, les différents acteurs du territoire (élus, techniciens d'AudéLor, consultants, habitants...) ont identifié trois enjeux majeurs : la valorisation du patrimoine aquatique, la qualité de vie et l'essor économique, une urbanisation équilibrée.

#### ■ L'eau est le premier atout du Pays de Lorient.

Qu'il s'agisse de la mer ou des rivières, l'eau est l'élément le plus fort d'une identité commune. Omniprésente, elle dessine les paysages, modèle son écosystème et assure, depuis toujours, la prospérité économique. Face aux pollutions, à la sur-fréquentation du littoral ou à l'urbanisation, l'eau cristallise les débats. Le SCoT met donc l'accent sur la préservation de la ressource en eau. À l'avenir, il faudra garantir la qualité de l'eau dans ses usages domestiques, ludiques, environnementaux et professionnels en luttant contre les pollutions et l'imperméabilisation des sols. Il faudra également prendre en compte la question de l'eau dans les projets d'aménagements et dans la sauvegarde des richesses écologiques et économiques liées à l'eau (exemple du réservoir conchylicole de la rivière d'Étel). La biodiversité pourra également être renforcée en assurant la continuité des espaces naturels, en créant des corridors biologiques, en réintroduisant la nature en ville... Le SCoT entend également valoriser la "mosaïque" des paysages en soulignant la richesse et la diversité du territoire. Cela passe par la lutte contre le mitage des zones rurales et les extensions

peu contrôlées autour des axes routiers, la préservation des espaces agricoles, la protection des fenêtres paysagères et les vues sur mer...

#### ■ Deuxième axe majeur du SCoT la qualité de vie et l'essor économique.

Le potentiel de développement du territoire passe par sa capacité à créer des emplois et à offrir un cadre de vie agréable. Confronté à la crise de ses activités traditionnelles et au vieillissement de la population, le territoire doit préparer l'avenir. Pour parvenir à attirer et à maintenir les jeunes dans le bassin d'emploi, il est important de conforter le pôle universitaire et de recherche, de diversifier l'activité économique dans les filières émergentes, de développer l'offre culturelle. Pour dynamiser les compétences et savoir-faire locaux, il faudra également conforter la fonction portuaire (ingénierie navale, pêche, commerce et plaisance) ; maintenir un tissu agricole apte à relancer l'industrie agroalimentaire ; moderniser les outils de la conchyliculture. Ces efforts pourront réellement porter leurs fruits si le territoire est facilement accessible par les voies routières, maritimes, ferroviaires et aériennes.

#### ■ Le troisième enjeu du SCoT concerne l'urbanisation et l'équilibre du territoire.

Autour du centre névralgique lorientais, l'étalement urbain ne cesse de s'accroître. En corollaire, les déplacements se multiplient. Il faut donc lutter contre le gaspillage de l'espace. Le SCoT prévoit de diversifier l'habitat en adaptant l'offre aux évolutions démographiques et aux revenus de la population. Dans les vingt ans, il faudra construire 10 000 nouveaux logements. Pour ne pas hypothéquer les espaces agricoles ou naturels, il faudra être plus économe. En construisant par exemple 20 à 30 logements à l'hectare (contre 12 actuellement), une réserve foncière est assurée pour au moins trente ans ! Mieux occuper l'espace, c'est aussi prévoir une organisation optimale des déplacements. Le SCoT souligne l'importance des modes de déplacements doux (vélo, marche...), des transports collectifs alternatifs compétitifs (Triskell, TER...) et de la création des équipements nécessaires à une combinaison harmonieuse des moyens de transport.



## LE SCoT ET LES HABITANTS

### Le grand public associé pour la première fois à un projet stratégique

*Randonnées à pieds, à vélo, en bateau, en train, rallye de découverte du pays, expositions, réunions publiques... Plus de deux ans de présentation et de discussion des grandes orientations du SCoT ont été nécessaires à son élaboration.*

### Les RandoSCoT, des ateliers itinérants

En 2003, ouvrant la première phase de concertation, les RandoSCoT offraient au public la possibilité de prendre connaissance de la complexité de l'aménagement d'un territoire. Conçus comme des ateliers itinérants ouverts à tous, elles ont permis au public-citoyen de découvrir le territoire et d'échanger in situ avec les élus, paysagistes, aménageurs, agriculteurs, ostréiculteurs, responsables de transports.

"Regards sur la rade" invitait à découvrir un espace qui échappe au quotidien des Lorientais. L'approche par la marche a favorisé les échanges imprévisibles et la spontanéité du dialogue.

"L'échappée vers la ria" a conduit les habitants vers un territoire à l'opposé du milieu urbain. Les participants ont parcouru des territoires dédiés à l'agriculture, aux espaces naturels et au littoral. Les déplacements à vélo ont permis la prise de conscience d'une réelle inadéquation des infrastructures routières à ce mode de déplacement.

La "Traversée express" proposait une découverte des infrastructures (trains, bus, voies cyclables) associées aux voies naturelles, les fleuves.

À la suite des RandoSCoT, un dossier de synthèse mis à disposition du public dans les mairies, une enquête, des forums publics et des expositions ont complété le dispositif de concertation.

## 1 ÉVOLUTION DU PIB - FRANCE

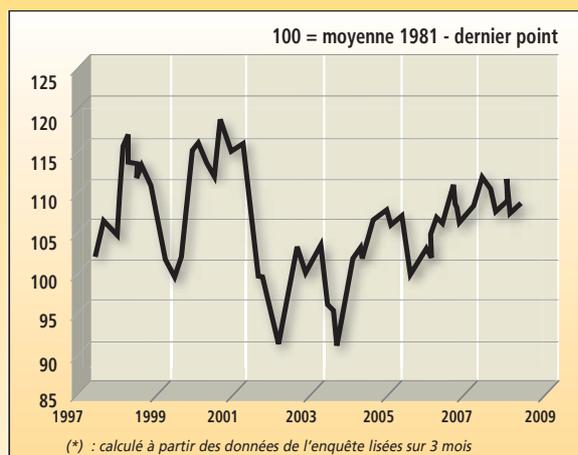
Croissance du PIB	2007*	2008**
France	1,9	1,8
Allemagne	2,6	1,8
Royaume-Uni	3,1	2,0
Italie	1,8	1,3
Zone euro	2,6	1,9
États-Unis	2,2	2,0
Japon	1,9	1,6
Brésil	4,8	4,5
Chine	11,4	10,7
Inde	8,8	8,6
Russie	7,3	6,5

(\*) : estimations - (\*\*) : prévisions

Source : OCDE, décembre 2007

*En avril, le FMI annonce une croissance française inférieure à 1,8%*

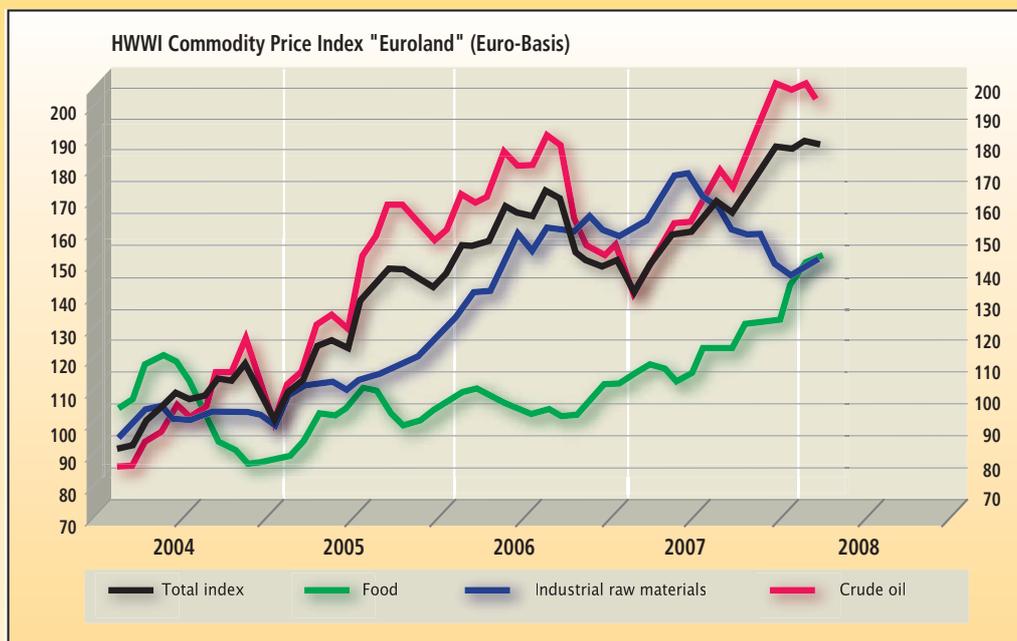
## 2 INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES\* (ICA)



Source : Banque de France

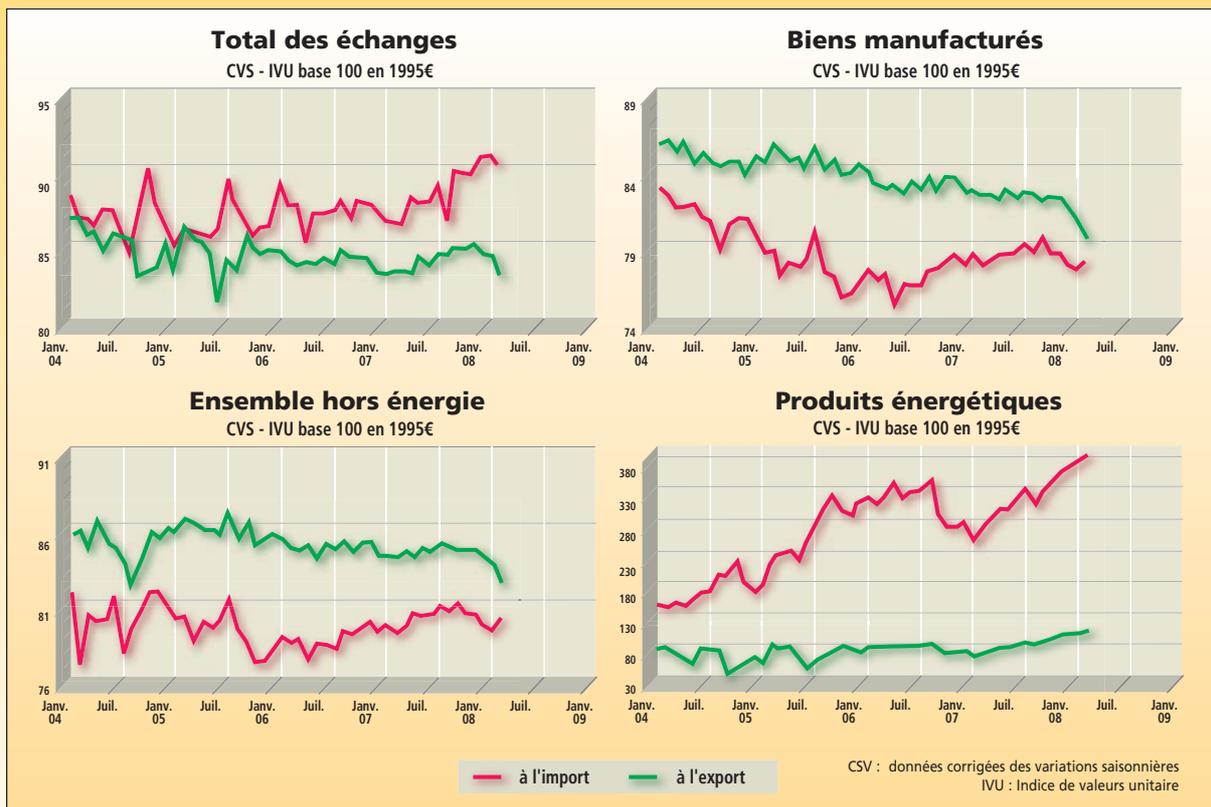
*L'indicateur du climat des affaires dans l'industrie s'est établi à 107 en février après 106 en janvier. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont sur une courbe décroissante de 0,1% en 0,1% mensuellement...*

## 3 LA HAUSSE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES



Source : Banque de France

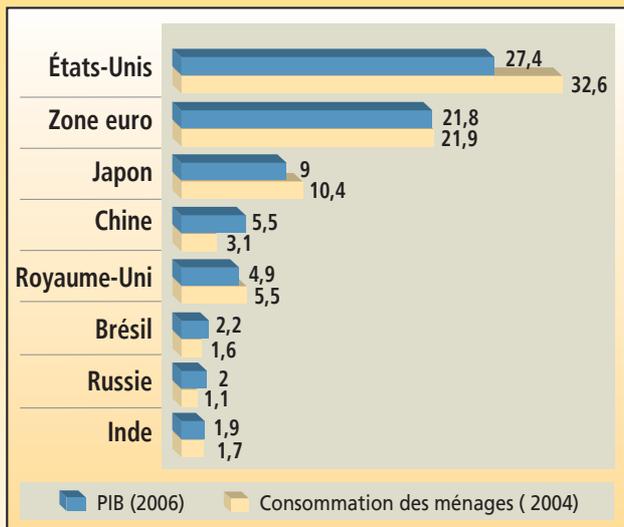
*Comment inventer un contrôle sur la spéculation mondialisée ?*



Source : INSEE

*L'Euro fort : un dilemme pénalisant pour les exportations mais temporisateur pour les importations.*

## 5 PIB (2006) ET CONSOMMATION DES MÉNAGES (2004) EN % DE L'ÉCONOMIE MONDIALE



Source : Banque mondiale - in Alternatives Économiques N° 268

*«Nous sommes tous des américains...»*

## 6

## UNE SOUS-ALIMENTATION CONSTANTE

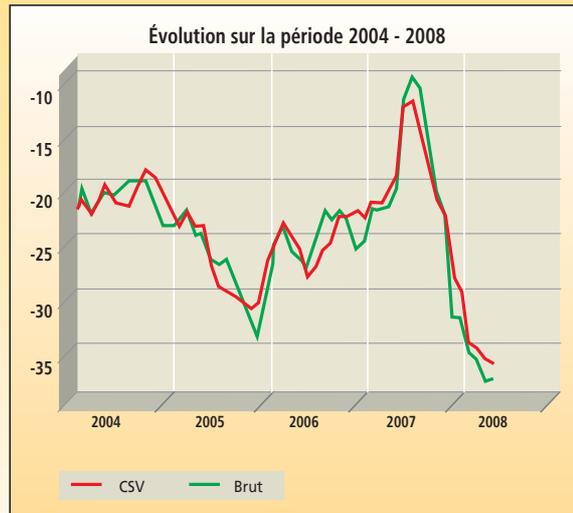
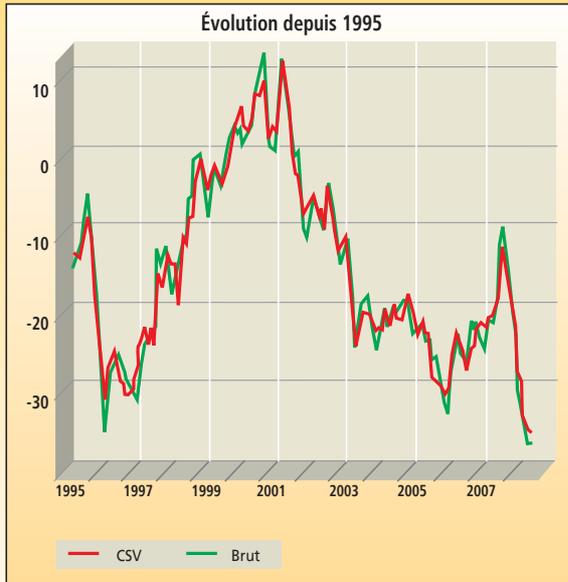
Inde : 25 % de la population (250 millions de personnes)

Chine : 9 % de la population (100 millions de personnes)

Afrique : 40 à 50 % de la population

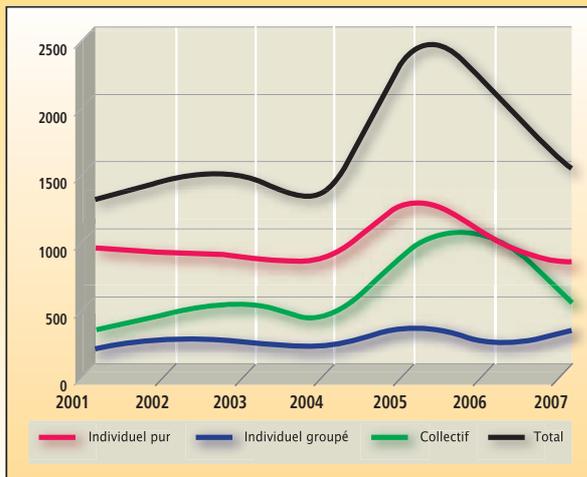
Source : Institut de Locarn

*Les défis alimentaires varient très fortement selon les continents. L'Europe fait figure d'exception avec, actuellement, un bon niveau d'autosuffisance. Tous les autres continents devront augmenter leur production dans des conditions et des proportions difficiles à atteindre.*



Source : INSEE - Enquête mensuelle de conjoncture ménages 02 08

*Les caisses des ménages sont-elles vides aussi ?*



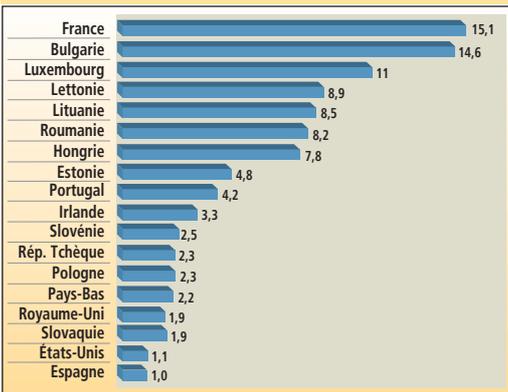
*Après deux années «records» (2005 et 2006) le nombre de mises en chantier a fortement baissé en 2007, revenant à un niveau moyen.*

Source : ???

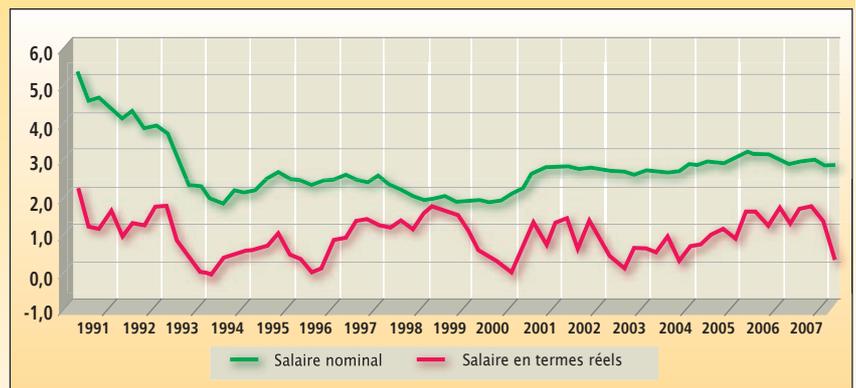


*Les experts sont unanimes : les protocoles mis en place à la fin des années 90 rendent impossibles des poussées inflationnistes majeures.*

Source : OCDE, Eurostat

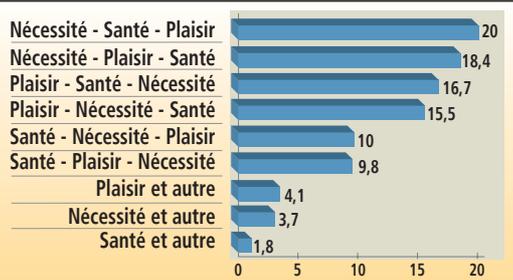
**PART DES SALAIRES À TEMPS PLEIN PAYÉS  
AU SALAIRE MINIMUM EN 2006, EN %**


Source : Eurostat

**ÉVOLUTION (%) DES SALAIRES**


Source : INSEE

*Le glissement annuel du salaire mensuel brut de base (SMB) tient compte de l'indice des prix à la consommation mais n'intègre pas l'évolution de l'inflation.*

**POURCENTAGE D'INDIVIDUS  
AYANT RÉPONDU À LA QUESTION :  
"DE LAQUELLE DES 3 AFFIRMATIONS SUIVANTES  
VOUS SENTEZ-VOUS LE PLUS PROCHE ?"  
EN PREMIER, EN SECOND, EN TROISIÈME**


**Santé** : l'alimentation doit avant tout être un moyen de prévenir les problèmes de santé.

**Plaisir** : l'alimentation doit avant tout être un plaisir

**Nécessité** : l'alimentation est avant tout une nécessité

**SERIEZ-VOUS PRÊT À PAYER PLUS CHER UN PRODUIT - % DE OUI**


*L'étude du CRÉDOC se situe à la fin du cycle «vache folle» et précède la flambée des prix amorcée au 2<sup>ème</sup> semestre 2007.*

Source : CRÉDOC

**2 GRANDS PRODUCTEURS DE BIO CARBURANTS**

Pays producteur	Production 2005		Évolution 2000/2005	% Surface agricole 2005
	Ethanol	Biodiésel		
USA	12 M tonnes	0,8 M tonnes	100 %	20 % en 2008
Brésil	12 M tonnes			20 % en 2008
Union Européenne	1 M tonnes	3,3 M tonnes	450 %	17,5 % objectif 2010

Source : Eurostat

*L'exploitation des jachères permet d'augmenter les surfaces agricoles. En le faisant, un agriculteur français augmente son revenu de 200 à 300 euros/hectare en optant pour des cultures énergétiques - 45 euros/hectare pour des cultures alimentaires*